

Informations de base	
2025/2048(INI)	Procédure terminée
INI - Procédure d'initiative	
Lutter contre la répression transnationale des défenseurs des droits de l'homme	
Subject	
6.10.09 Situation des droits de l'homme dans le monde	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	AFET Affaires étrangères	RIDEL Chloé (S&D)	23/01/2025
		Rapporteur(e) fictif/fictive LÓPEZ-ISTÚRIZ WHITE Antonio (EPP) VALET Matthieu (PfE) KAMIŃSKI Mariusz (ECR) OETJEN Jan-Christoph (Renew) NEUMANN Hannah (Greens /EFA) HASSAN Rima (The Left) FROELICH Tomasz (ESN)	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
13/03/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
16/10/2025	Vote en commission		
23/10/2025	Dépôt du rapport de la commission	A10-0206/2025	
12/11/2025	Débat en plénière		
13/11/2025	Décision du Parlement	T10-0258/2025	Résumé
13/11/2025	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2025/2048(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport d'initiative
Base juridique	Règlement du Parlement EP 55
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	AFET/10/02327

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE774.242	10/06/2025	
Amendements déposés en commission		PE775.655	10/07/2025	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A10-0206/2025	23/10/2025	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0258/2025	13/11/2025	Résumé

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
RIDEL Chloé	Rapporteur(e)	AFET	06/11/2025	Reprise
RIDEL Chloé	Rapporteur(e)	AFET	04/11/2025	EuroMed Rights / EuroMed Droits
RIDEL Chloé	Rapporteur(e)	AFET	04/11/2025	International Federation for Human Rights
NEUMANN Hannah	Rapporteur(e) fictif/fictive	AFET	18/09/2025	ALQST
NEUMANN Hannah	Rapporteur(e) fictif/fictive	AFET	17/09/2025	Bureau du Tibet Brussels
NEUMANN Hannah	Rapporteur(e) fictif/fictive	AFET	17/07/2025	Democracy for Action
RIDEL Chloé	Rapporteur(e)	AFET	10/06/2025	Reporters sans frontières
NEUMANN Hannah	Rapporteur(e)	AFET	06/06/2025	Euromed Rights
RIDEL Chloé	Rapporteur(e)	AFET	13/05/2025	Araminta Freedom House, Inc. Frontline Human Rights Watch International Campaign for Tibet International Federation for Human Rights International Partnership for Human Rights

				Protection International OHCHR European Uyghur Institute
OETJEN Jan-Christoph	Rapporteur(e) fictif/fictive	AFET	28/04/2025	Human Rights Watch

Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
HASSAN Rima	05/06/2025	Cairo Institute for Human Rights Studies
OETJEN Jan-Christoph	03/06/2025	Cairo Institute for Human Rights Studies Human Rights Watch Egyptian Human Rights Forum Middle East Democracy Center Egyptian Front for Human Rights
RIDEL Chloé	15/05/2025	Oficina Internacional de Derechos Humanos - Acción Colombia

Lutter contre la répression transnationale des défenseurs des droits de l'homme

2025/2048(INI) - 13/11/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 512 voix pour, 76 contre et 52 abstentions, une résolution sur la lutte contre la répression transnationale des défenseurs des droits de l'homme.

Répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme: tendances et menaces croissantes

La résolution définit la répression transnationale comme l'ensemble des attaques, menaces et pressions exercées par des États ou leurs intermédiaires contre des dissidents, journalistes, défenseurs des droits de l'homme et membres de la diaspora au-delà de leurs frontières. Ces pratiques incluent des méthodes physiques (assassinats, enlèvements, violences, rapatriements forcés), des abus d'outils juridiques (extraditions, notices rouges, pressions consulaires) et des techniques non physiques, notamment la surveillance numérique, l'intimidation et le chantage.

Les députés condamnent fermement toutes ces formes de répression, les jugeant contraires aux droits humains et à la souveraineté des États d'accueil, et insistent sur la nécessité d'une **définition commune** et d'un **cadre juridique solide** aux niveaux multilatéral, régional et national pour lutter contre ce phénomène.

Le Parlement se déclare préoccupé par **l'escalade** de la répression transnationale qui prend des formes de plus en plus insidieuses: torture, campagnes de diffamation, gel d'avoirs, exécutions extrajudiciaires, cybermenaces ou pressions visant les membres de la famille. Il condamne les régimes autoritaires qui recourent de plus en plus à **la répression transnationale numérique** au moyen de l'utilisation de technologies d'intelligence artificielle, de logiciels espions et de divulgations malveillantes de données personnelles. Il condamne également les pressions juridiques et diplomatiques - y compris par l'usage de notices rouges d'Interpol émises pour des motifs politiques.

La résolution estime que la répression transnationale constitue **une menace directe pour la souveraineté et la sécurité des États**, nécessitant une réponse coordonnée au niveau de l'Union européenne. Elle s'inquiète du rétrécissement de l'espace civique ainsi que des mesures qui réduisent au silence les exilés. Elle souligne également que certaines catégories - notamment les femmes, minorités raciales, religieuses, sexuelles ou socio-économiques - sont disproportionnellement touchées.

Intégration de la répression transnationale dans les politiques de l'Union

Le Parlement invite la Commission, les États membres et le service européen pour l'action extérieure (SEAE) à:

- traiter de manière systématique la répression transnationale dans les **clauses relatives aux droits de l'homme** des accords de l'Union, le cas échéant, ainsi que dans les dialogues sur les droits de l'homme avec les pays tiers;
- aider les défenseurs des droits de l'homme et les autres personnes visées, au moyen de **programmes dédiés** leur permettant de poursuivre leur travail en exil tout en demeurant à l'abri des représailles et des agressions;
- intégrer la répression transnationale dans le plan d'action de l'Union en faveur des droits de l'homme et de la démocratie pour l'après-2027 et dans les lignes directrices de l'Union européenne concernant les défenseurs des droits de l'homme.

Les députés insistent sur la nécessité urgente de combler, tant au niveau national qu'au niveau de l'Union, les lacunes de protection auxquelles sont confrontés les défenseurs des droits de l'homme lorsqu'ils sont la cible d'actes de répression transnationale.

Améliorer la coordination du suivi et de la collecte des données

Le Parlement invite le SEAE et les États membres, en coopération avec les institutions compétentes, telles qu'Europol, à coordonner leurs efforts et à mettre en place des **mécanismes accessibles d'information, de collecte de données, de suivi et de signalement**, afin d'améliorer la documentation des cas de répression transnationale sur leurs territoires et de faciliter une réaction et des enquêtes rapides. La Commission est invitée à mettre en place un mécanisme centralisé de recensement pour répertorier, suivre et évaluer les incidents, et partager des alertes de répression transnationale visant des défenseurs des droits de l'homme se trouvant dans l'Union.

Les États membres sont invités à inscrire la répression transnationale dans leur législation nationale et à établir, au sein de leurs gouvernements, des points de contact nationaux pour les victimes potentielles et avérées.

Répondre aux risques que posent les technologies numériques

Le Parlement demande à l'Union et à ses États membres:

- de reconnaître, prévenir et combattre les formes numériques de répression et d'incriminer les activités de renseignement menées par des acteurs étrangers ciblant des dissidents en exil, au titre de la répression transnationale numérique;
- d'exercer une surveillance stricte des marchés et des opérations liés aux logiciels espions et aux dispositifs de surveillance, notamment en mettant en œuvre une obligation de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme;
- de mettre en place des mécanismes de signalement facilement accessibles et sûrs, conçus pour respecter et protéger la vie privée des utilisateurs;
- de veiller à ce que les acteurs privés, en particulier du secteur technologique, rendent des comptes pour le rôle qu'ils jouent dans le développement de la répression transnationale numérique.

Obligation de rendre des comptes et application de sanctions

L'Union est appelée à **tenir responsables les États impliqués** dans la répression transnationale, à envisager des sanctions ciblées et à aider les victimes à obtenir réparation, notamment devant la Cour européenne des droits de l'homme. Le Parlement dénonce que ces pratiques se produisent aussi au sein de l'Union, parfois avec la complicité d'États membres, et souligne la nécessité d'une **diligence raisonnable** dans les relations avec les gouvernements concernés.

La Commission est invitée à s'engager de manière proactive et à poursuivre sa collaboration avec Interpol et les Nations unies, notamment en élaborant un **cadre commun de sécurité** relatif à la répression transnationale afin de mettre un terme à l'utilisation abusive des demandes d'extradition. Le Parlement demande d'inclure la répression transnationale en tant que catégorie possible de sanctions au titre de la **loi Magnitsky** de l'Union européenne et d'inscrire sur la liste les personnes reconnues auteurs d'actes de répression transnationale.